

# L'ÉTAT D'URGENCE POUR FAIRE OUBLIER LES TAS D'URGENCES



**S**uite aux terribles attentats du 13 novembre dernier, la situation sécuritaire et répressive a pris une dimension particulière en France. Interdictions de manifestations, perquisitions administratives, gardes à vue : l'usage politique fait par le gouvernement de l'état d'urgence a conduit ces derniers jours à la multiplication des interventions dans les quartiers populaires et auprès de personnes musulmanes ainsi que dans des milieux militants – notamment écologistes ou de soutien aux migrant-e-s – et à de nombreuses assignations à résidence pour des motifs politiques.

Le 14 novembre 2015, l'état d'urgence a été instauré en France pour une durée de trois mois reconductible. A travers ce vote, les députés ont mis en route un engrenage sans fin qui comme pour le plan « Vigipirate », risque de n'être jamais interrompu.

Le 24 novembre, le gouvernement a informé le Conseil de l'Europe de « sa décision de déroger à la Convention européenne des droits de l'Homme », donnant de nouveaux pouvoirs à la police en matière de perquisitions, surveillance électronique, et ce, sans avoir à passer par un juge.

Cette situation est inquiétante. D'autant plus que les motifs pouvant être invoqués pour perquisitionner un domicile ou assigner une personne à résidence dépassent de beaucoup la lutte contre le terrorisme « djihadiste », qui ne sert que de prétexte au déploiement de ces mesures. Les premières victimes de cette répression sont les personnes musulmanes ou considérées comme tel, qui sont devenu l'ennemi numéro 1, alimentant ainsi la poussée des idées et des partis réactionnaires en France.

Ces mesures permettent également, au gouvernement de s'en prendre aux mouvements contestant sa politique, notamment à l'approche de la COP 21, que ce soit des syndicats de salarié-e-s, des collectifs écologistes ou de soutien aux migrant-e-s, la mesure phare étant d'interdire toute manifestation pour éviter des troubles à l'ordre public !

Les milieux militants ont été ainsi régulièrement frappés au milieu des 2575 perquisitions, 311 interpellations, 273 gardes

à vue, 453 procédures judiciaires et 354 assignations à résidence réalisées depuis le début de l'Etat d'urgence, selon les chiffres donnés à la presse par Manuel Valls le 11 décembre, combien pour actes de terrorisme ?

Le gouvernement cherche à pratiquer la politique de la peur pour museler les opposant-es à sa politique antisociale, allant jusqu'à vouloir réduire le code du travail à sa plus simple expression, à l'image du travail du dimanche, si « précieux » à l'approche Noël . Afin d'asseoir sa politique internationale hyper agressive et guerrière, il s'efforce de faire taire toutes les voix discordantes à l'union nationale qu'il tente d'imposer, en interdisant toutes les manifestations initiées par le mouvement social.

Dans ce contexte les affrontements du dimanche 29 novembre à Paris, ne sont que la conséquence de l'interdiction de manifester formulée par les autorités, leur donnant ainsi prétexte à réprimer les manifestant-es ayant osé braver l'interdiction et se retrouvant interpellé-es par centaines, sans compter les innombrables contrôles d'identités.

Une fois de plus, ces politiques répressives et antisociales, qui visent à détruire les libertés et les droits fondamentaux, ne font que le lit des idées d'extrême droite qui continuent à voir leur audience grandir dramatiquement en France. Nous appelons l'ensemble de la population, à venir se mobiliser pour la défense des libertés publiques, celles d'aller et venir, de manifester, du droit de grève, etc. Cette liberté d'expression à laquelle le gouvernement dit être attaché quand il est sous le feu médiatique, et qu'il bafoue par-dessus.

**Nous exigeons :**

**L'arrêt immédiat de l'État d'urgence.**

**Arrêt de toutes les procédures judiciaires (infractions aux interdictions de manifestations et de rassemblements ou refus de prise d'ADN, ...) pour l'ensemble des militant-e-s inculpé-es depuis le début de l'État d'urgence.**

**RASSEMBLEMENT SAMEDI 19 DÉCEMBRE  
15H00 – PLACE IMBACH, DEVANT LA BOURSE DU TRAVAIL**

**Premiers signataires :** Des individu-e-s, Alternative Libertaire 49, CNT 49, Collectif Émancipation, L'Étincelle, Le 21, NPA 49, Réseau Angevin Antifasciste, Union Syndicale Solidaires 49, Le Faux Chai, etc.